

## ❖ Exercice n°1

Monsieur et Madame DUPONT désirent connaître le montant de l'impôt sur le revenu au titre des revenus perçus en 2005 et en application du nouveau barème l'imposition au titre de l'année 2006.

### I - Le quotient familial

L'impôt sur le revenu est un impôt familial, il est établi en fonction de la situation et les charges de famille du foyer fiscal.

Monsieur et Madame DUPONT sont mariés et ont deux enfants à charge : un lycéen de 17 ans et un étudiant de 22 ans

- Couple : 1+1 soit 2 parts
- Enfants : 0,5 + 0,5 soit 1 part
  - Le lycéen âgé de 17 ans est un enfant mineur, rattaché de plein droit au quotient familial
  - L'étudiant est un majeur célibataire (à défaut d'autres précisions). Il remplit les conditions de poursuite d'études et a moins de 25 ans. Il peut donc être rattaché à sa demande au foyer fiscal.

➤ **Le quotient familial est composé de 3 parts**

### II - Les revenus catégoriels

#### A. Monsieur DUPONT

##### 1. les revenus bruts

- a) M. Dupont exerce au début de l'année 2005 au titre de chauffeur taxi et est licencié le 30 juin 2005. il percevra 6.000 euros. L'indemnité de licenciement qu'il percevra permet de qualifier son activité professionnelle. Etant salarié d'une compagnie de taxi, il perçoit des traitements et salaires (TS)
- b) Il perçoit une indemnité de licenciement de 5.000 euros
- c) Egalement des allocations chômage de 3.200 euros (800 euros pendant 4 mois)
- d) Une indemnité compensatrice de congés payés soit 1.000 euros
- e) Il retrouve un autre emploi au sein d'une autre compagnie de taxi. L'absence d'indication nous permet d'opter pour un

- emploi salarié. Il a donc perçu 2.000 euros au titre de TS
- f) Des arriérés de salaires de 1.000 euros

## 2. les revenus nets imposables

### a) les TS

-Au titre des traitements et salaires, nous regroupons en premier lieu les rémunérations versées par ses employeurs soit :

$$= 6.000 + 2.000$$
$$= \mathbf{8.000}$$

- L'allocation chômage versée par les ASSEDIC au titre de l'assurance chômage constitue un revenu de remplacement imposable dans la catégorie des TS :

$$= 800 \times 4 \text{ (mois)}$$
$$= \mathbf{3.200}$$

- les indemnités compensatrices de congés payés sont également imposables dans la catégorie des T/S :

$$= \mathbf{1.000}$$

Il a donc perçu au titre des T&S

$$= 6.000 + 3.200 + 2.000 + 1.000$$
$$= 12.200 \text{ euros}$$

On va donc opérer :

- déduction forfaitaire de 10 % soit 10.420
- abattement de 20 % soit 8.336

$$= 12.200 \times 10 \%$$
$$= -1.220$$
$$= 10.980$$
$$= 10.980 \times 20 \%$$
$$= - 2.196$$
$$= \mathbf{8.784}$$

**Le montant des T&S est de 8.784 euros.**

### b) L'indemnité de licenciement

Toute indemnité versée à l'occasion de la rupture d'un contrat de travail est en principe imposable. Mais il existe des exceptions. Ainsi les indemnités de licenciement sont exonérées à hauteur du plus élevé des trois montants suivants :

- montant de l'indemnité prévue par la convention collective de branche
- moitié de l'indemnité de licenciement perçue

- deux fois le montant de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture de son contrat de travail.

La fraction exonérée ne peut excéder un plafond de 186.408 euros pour les indemnités perçues en 2006.

Nous n'avons pas connaissance du montant de l'indemnité fixée par la convention collective mais on peut prendre en considération :

- le troisième montant soit une rémunération annuelle brute estimée à 12.000 euros. (M. Dupont perçoit un salaire moyen de 1.000 euros). 24.000 euros constitue le plafond d'indemnité exonérée.
- le deuxième montant nous amène à diviser l'indemnité par 2 soit 2.500 euros.

L'indemnité de licenciement est exonérée à hauteur du plus élevé des deux montants (24.000 et 2.500) soit 24.000 euros.

**L'indemnité de licenciement versée à hauteur de 5.000 euros est donc entièrement exonérée.**

### **c) Les arriérés de salaires**

Le calcul sera opéré ultérieurement !

## **B. Madame DUPONT**

Madame est secrétaire au sein d'une organisation internationale et perçoit à ce titre 20.000 euros de traitement.

En l'absence d'indications précises, nous ignorons le statut juridique de l'employée (salariée droit privé ou fonctionnaire d'une cadre permanent d'une organisation internationale ayant son siège social en France.

Deux hypothèses sont donc envisageables :

- il s'agit d'un emploi salarié relevant du droit privé, son revenu est alors imposable dans la catégorie de T/S
- le traitement de Madame DUPONT est exonéré en totalité car fonctionnaire

Nous allons privilégier la première hypothèse

TS :  $20.000 \times 10 \%$

= - 2.000

= 18.000

=  $18.000 \times 20 \%$

= 3.600

= 14.400

**Le revenu net de madame Dupont est 14.400 euros**

## **C. Divers revenus**

### **1. revenus fonciers**

Les déficits fonciers résultant de dépenses autres que des intérêts d'emprunts sont déductibles du revenu brut global dans la limite de 10.700 euros.

Le déficit foncier enregistré par le couple est donc déductible du revenu brut

## 2. les revenus de capitaux mobiliers

Le couple a encaissé un revenu net de 5.000 euros. Il n'y pas lieu d'opérer une réfaction de 40 % ni un abattement fixe de 3.050 euros.

### **D. Revenus des enfants**

Seul l'aîné a perçu des revenus au cours de l'année 2006

#### 1) Job étudiant

Il a travaillé comme serveur durant l'été et a perçu à cette occasion 1.200 euros de la part de son employeur et 500 environ en pourboires.

L'étudiant est âgé de 22 ans au premier janvier de l'année 2005, il ne peut bénéficier d'une exonération d'impôt en raison de l'exercice d'une activité salariée pendant les vacances scolaires. Il sera donc imposable au titre de l'ensemble des revenus perçus

$$\begin{aligned} \text{TS} &: 1200 + 500 \\ &= 1.700 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} &\text{Réduction forfaitaire de 10 \%} \\ &= -170 \\ &= 1.530 \\ &\text{Abattement de 20 \%} \\ &= - 306 \\ &= 1.224 \end{aligned}$$

**Le salaire imposable est de 1.224 euros**

#### 2) les indemnités de stage

Les indemnités de stage versées par les entreprises aux étudiants ou élèves de divers ordres d'enseignement sont exonérées à la triple condition que ces stages :

- fassent partie du programme de l'école
- soient obligatoires pour les intéressés
- ne durent pas plus de trois mois

En l'espèce, l'étudiant a effectué un stage obligatoire de trois mois dans le cadre de ses études à l'ESC Créteil.

**La rémunération de ce stage s'élevant à 1.000 euros est exonérée d'impôt sur le revenu.**

**REVENU BRUT DE LA FAMILLE DUPONT :**  
**= 8.784 + 14.400 + 5.000 + 1.224**  
**= 29.408 euros**

### III LES CHARGES DEDUCTIBLES

- On impute le déficit foncier – 1.000 euros  
 $29.408 - 1.000 = 28.408$

- Sont également déductibles les cotisations d'un montant de 5.000 euros, versées par Monsieur DUPONT au Plan d'Epargne de Retraite Populaire (PERP).

Cependant, il existe une limite globale de déduction qui est égale au plus élevé des deux montants suivants :

- 10 % des revenus professionnels de l'année précédente, retenus dans la limite de 23.770 pour les versements effectués en 2005.
- 10 % du plafond annuel de la sécurité sociale de l'année 2005 soit 2.971 euros

Il convient d'évaluer le montant des revenus professionnels perçus l'année précédente soit  
 $12.000 + 20.000 = 32.000$

On peut donc amputer 3.200 euros

Le revenu net du foyer fiscal est de  
 $= 28.408 - 1.000$   
 $= 27.408 - 3.200$   
 $= 24.208$

<b>Le revenu net imposable de la famille est de 24.208 euros</b>
--

### IV - CALCUL DE L'IR BRUT

Il convient de diviser ce revenu net par le nombre de parts composant le foyer fiscal :

Soit  $24.408 / 3$   
 $= 8.136$

Cette somme relève de la deuxième tranche du barème comprise entre 4.412 et 8.677 euros.  
Le taux d'imposition est de 6,83 %

La formule de calcul est donc la suivante :

$= (24.408 \times 0,0683) - (301,34 \times 3)$   
 $= 1667 - 904$   
 $= 763$

**Le montant de l'impôt brut est de 763 euros**

## **V – LE REVENU DIFFERE**

L'impôt brut sur le revenu ordinaire est de 763 euros

Le quart du montant du revenu différé est de 250 euros

- IR correspondant au revenu net global ordinaire imposable : 763 euros
- Calcul de l'IR calculé sur la base du revenu net global ordinaire imposable majoré du quart du revenu différé net imposable

$$= 24.408 + 250$$

$$= 24.658$$

$$= 24.658 / 3$$

$$= 8.219,3$$

$$= (24.658 \times 0,0683) - (301,34 \times 3)$$

$$= 1.684,14 - 904,02$$

$$= 782,12$$

- Montant de l'IR est de 782,18

- La différence d'impôt :

$$= 782,12 - 763$$

$$= 19,12$$

- IR afférant au revenu différé :

$$= 19,12 \times 4$$

$$= 76,48$$

- Montant total de l'IR :

$$= 763 + 76,48$$

$$= 839,48$$

**Le montant de l'IR brut est de 839, 48 euros**

## **VI - CORRECTIONS : CREDITS D'IMPOTS**

### 1. Plafonnement des effets du quotient familial.

L'avantage fiscal résultant de l'application du quotient familial est limité pour chaque demi par :

- deux parts pour les contribuables mariés
- une part pour les autres contribuables

Pour l'imposition des revenus de 2005, le plafond de l'avantage en impôt est fixé est à :

- 2.159 euros pour chaque demi-part additionnelle
- 1.079,50 euros pour chaque quart de part additionnel

$$2.159 \times 6 = 12.936 \text{ euros}$$

L'avantage ne peut excéder 12.936 euros

a) Montant de l'IR brut calculé en fonction du nombre de parts du foyer fiscal

- valeur du quotient familial (24.208/3) ..... 8.093,3
- IR brut correspondant à la valeur du quotient familial ..... 839, 48

b) Montant de l'IR brut déterminé sur la base de deux parts diminué par demi-part supplémentaire accordée du fait des enfants à charge

- Valeur du quotient familial (24.208 / 2) ..... 12.104
- IR brut déterminé sur la base de deux parts  
(24.208 x 0,2826) – (2.762,47 x 2) ..... 1.316
- A déduire, 2.159 euros par demi-part supplémentaire du fait des enfants à charge (2.159 x 2) ..... 4.318
- IR brut correspondant ..... - 3.002

c) Conclusion

- Il convient de retenir l'impôt brut correspondant au terme le plus élevé soit 839,48 euros

## 2. les frais de scolarisation

Le montant de la réduction d'impôt accordée au titre des frais des scolarisations est de :

- 153 euros par enfants fréquentant un lycée d'enseignement général, technologique et professionnel
- 183 euros par enfant suivant une formation d'enseignement supérieur

Donc le montant des réductions est de 336 euros

## 3. la prime pour l'emploi

L'obtention de cette prime est subordonnée au respect de trois conditions cumulatives :

- le bénéficiaire de la prime doit être domicilié en France au sens de l'article 4-B du CGI
- le montant des revenus du foyer fiscal auquel appartient le bénéficiaire ne doit pas dépasser un certain seuil. au titre de l'année 2005, ces limites sont fixés à :
  - 12.606 euros pour la première part de quotient familial des personnes célibataires, veuves ou divorcées ;

- 25.211 euros pour les deux premières parts de quotient familial des personnes soumises à imposition commune
  - Le montant des revenus déclarés par chacun des membres du foyer fiscal bénéficiaire, à raison de l'exercice d'une activité professionnelle, ne doit pas excéder certaines limites. Au titre de l'année 2005 et 2006, ce montant ne doit pas être inférieur à 3.570 € ni supérieur à 16.659 € ; ce plafond est porté à 25.376 € pour les personnes faisant l'objet d'une imposition commune.

Désormais, il s'agit de vérifier si les conditions sont bien remplies par la famille DUPONT.

- La première condition ne pose aucun problème
- La deuxième condition de revenus par foyer fiscal le revenu de la famille est de 24.208 €. La limite est fixée à 22.984 € (revenu global amputé du revenu de l'étudiant) pour les deux premières parts de quotient familial des personnes soumises à imposition commune
- la troisième condition relative au montant des revenus perçus par chaque membre du foyer fiscal semble être remplie car chacun des deux époux dispose d'un revenu inférieur à 16.659 € (Madame Dupont a déclaré 14.400 euros et Monsieur Dupont a déclaré 13.784 € (8.784 T&S + 5000 RM)).

Le foyer fiscal semble remplir les conditions pour bénéficier d'une prime pour l'emploi.  
Calcul de versement de la prime pour l'emploi (PPE)

L'octroi de la PPE constitue un droit à récupération fiscale. En règle générale, le montant de la PPE est déterminé sur la base du montant des revenus professionnels perçus par les membres du foyer fiscal.

Au titre de l'année 2005, lorsque les revenus professionnels de l'intéressé sont :

- inférieurs à 11.899 €, la prime est égale à 6 % de leur montant ;
- supérieurs à 11.899 € et inférieurs à 16.659 €, la prime est égale à 15 % de la différence entre 16.659 € et le montant de ces revenus.

▪ Madame Dupont :

$$\begin{aligned}
 &= 16.659 - 14.400 \\
 &= 2.259 \\
 &= 2.259 \times 15 \% \\
 &= 338,85
 \end{aligned}$$

Madame Dupont percevra une prime pour emploi équivalente à 338,85 euros

▪ Monsieur Dupont :

$$\begin{aligned}
 &= 16.659 - 13.784 \text{ €} \\
 &= 2.875 \\
 &= 2.875 \times 15 \% \\
 &= 431,25
 \end{aligned}$$

Monsieur Dupont percevra une prime pour emploi équivalente à 431,25 euros

## VII - MONTANT DE L'IR NET



L'impôt à payer : 839,48  
 Enfants scolarisés :  $\frac{- 336}{503,48}$

**LE MONTANT DE L'IMPOT NET AU TITRE DES REVENUS PERCUS EN 2005 EST DE 503,48 euros.**

Le montant de la prime pour l'emploi s'impute en priorité sur le montant de l'IR dû au titre de l'année d'imposition des revenus déclarés.

Donc si on prend en compte le versement de la prime pour l'emploi, les contribuables ne sont plus imposables au titre de l'IR.

L'excédant doit être versé par le Trésor Public par chèque :  
 $= (431,25 + 338,85) - 503,48$   
 $= 770,1 - 503,48$   
 Soit un chèque d'un montant de 266,62 euros au profit du contribuable

### VIII MONTANT DE L'IR OPTIMISE

Il s'agira pour l'essentiel de savoir si le détachement de l'enfant majeur du foyer fiscal ne serait pas plus opportun.

Le nombre parts sera de 2,5 mais le couple de contribuable pourra déduire une pension alimentaire comprenant les frais de scolarisation.

Le revenu net imposable de la famille est de 24.208. À cela il faut amputer le revenu de l'étudiant soit – 1.224 euros  
 $= 24.208 - 1.224$   
 $= 22.984$

### Les charges déductibles :

Il est tout à fait possible de déduire une pension alimentaire à l'enfant majeur détaché du foyer fiscal.

Les pensions alimentaires versées à un enfant majeur dans le besoin sont déductibles du revenu global. Cette déduction comporte cependant deux importantes restrictions :

- d'une part, elle ne peut excéder une limite fixée par la loi. Pour l'imposition des revenus de 2005, cette limite de déduction est ainsi fixée à 4.489 €.
- d'autre part, elle ne peut pas être cumulée avec l'avantage résultant éventuellement du rattachement de l'enfant au foyer familial du contribuable.

Le couple de contribuable a engagé des frais de scolarité pour l'enfant majeur détaché. Le montant des frais est évalué à 5.000 euros

$$= 22.984 - 4.489$$

$$= 18.495$$

### Calcul de l'IR :

$$18.495 / 2,5$$

$$= 7.398$$

Jusqu'à 4.412 €..... le taux d'imposition est de 0 %  
 De 4.412 à 8.677 €.....le taux d'imposition est de 6, 83 %  
 De 8.677 € à 15.274 € ....le taux d'imposition est de 19,14 %

$$= (18.495 \times 0,0683) - (301,34 \times 2,5)$$

$$= 1.263,2 - 753,35$$

$$= 509,85$$

Le montant de l'IR brut est de 509,85 €

Les corrections de l'impôt :  
 = 509,85 – 153 (frais de scolarisation enfant lycéen)  
 = 356,85

Le montant de l'impôt net est de 356,85 euros\_

- L'impôt de l'impôt sur le revenu avec attachement de l'enfant majeur est de **503,48 euros**
- L'impôt de l'impôt sur le revenu avec détachement de l'enfant majeur est de **356,85 euros**
  - Il y a donc tout intérêt à privilégier le détachement de l'enfant majeur célibataire.

### VII MONTANT DE L'IMPOT SELON BAREME 2006

- Les revenus perçus en 2006 ne subissent plus d'abattement de 20 %

$$= 10.980 (\text{revenus M.}) + 18.000 (\text{revenus Mme}) + 5.000 (\text{RM})$$

$$= 33.980$$

Montant des revenus brut de la famille est de 33.980 euros

- Les charges déductibles

- 4.448 € de pension alimentaire

- Les cotisations du PERP sont également déductibles.

Cependant, il existe une limite globale de déduction qui est égale au plus élevé des deux montants suivants :

- 10 % des revenus professionnels de l'année précédente, retenus dans la limite de 24.154 pour les versements effectués en 2006.

- 10 % du plafond annuel de la sécurité sociale de l'année 2005 soit 3.019 euros

- Dans le cas où on tient compte de revenus professionnels perçus au cours de l'année 2005 :  
 Le couple a perçu un revenu net global de 22.984 €. La limite de 10 % est de 2.298,4  
 - le montant est de 3.019 correspondant à 10 % du plafond de la sécurité sociale.

La limite globale de déduction est égale au plus élevé des deux montants suivants soit 3.019 euros

L'ensemble des charges déductibles :  $4.448 + 3.019 = 7.467$  euros

Le revenu net global est de  $33.980 - 7.467 = 26.513$  €

- Calcul de l'IR

=  $26.513 / 2,5$  (nous privilégions le détachement de l'enfant majeur)  
 = 10.605,2

Le taux d'imposition est de 5,5 %

=  $(26.513 \times 0,055) - (303,325 \times 2,5)$   
 =  $1458,215 - 758,31$   
 = 699,9 euros

- Correction d'impôt

Les frais de scolarité du lycéen : 153 euros

=  $699,9 - 153$   
 = 546,9

L'impôt sur le revenu au titre des revenus perçus en 2006 est de **546,9 euros** alors qu'en 2005, ce montant était de **356,85 euros**.

Le nouveau barème de l'impôt sur le revenu ne profite guère aux contribuables. Il conviendrait d'opérer des nouveaux calculs avec attachement de l'enfant majeur au foyer fiscal.

## ❖ EXERCICE N°2

Il est demandé de calculer l'impôt sur le revenu dû par un contribuable au titre de l'année 2005 et 2006.

## I. LE QUOTIENT FAMILIAL

Le contribuable est veuf, vivant seul et âgé de 68 ans.

Il a un enfant âgé de 24 ans. Aucune précision sur le rattachement de l'enfant au foyer fiscal.

Il convient en conséquence distinguer deux hypothèses :

- l'enfant est attaché au foyer fiscal dans le cas où il remplit les conditions
- l'enfant est imposé distinctement

1° Cas du contribuable veuf avec personne à charge :

Il faut opérer une sous distinction :

- Soit l'enfant est issu du mariage avec le conjoint décédé. Dans ce cas, le contribuable bénéficie du même quotient familial qu'un contribuable marié ayant à charge son enfant, soit 2 parts et demi.
- Si l'enfant n'est pas issu du mariage avec le conjoint décédé, le quotient familial applicable est celui d'un célibataire ayant à sa charge une personne.

En considérant que l'enfant âgé de moins de 25 ans et poursuivant ses études est enfant du conjoint décédé, le foyer fiscal sera composé 2 et demi (1 part pour le veuf + 1 part pour le conjoint décédé + ½ part pour le premier enfant).

2° Cas du contribuable veuf sans personne à charge :

Ils n'ont droit en principe qu'à une seule part de quotient familial. Cependant, ils bénéficient d'une demi-part supplémentaire lorsqu'ils vivent seuls et ont plusieurs enfants majeurs faisant l'objet d'une imposition distincte.

Le contribuable veuf vit seul et a un enfant majeur de 24 ans qui fait l'objet d'une imposition distincte. **Le foyer fiscal est de 1,5 part.**

## II. REVENUS CATEGORIELS

Le seul revenu perçu par le contribuable est une pension de guerre d'un montant de brut de 15.000 euros

L'article 81 4° du code général des impôts dispose que sont exonérées de l'impôt sur le revenu : « Les pensions servies en vertu des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ainsi que la retraite du combattant mentionnée aux articles L. 255 à L. 257 du même code »

Ainsi seules certaines pensions militaire, pensions de guerre et assimilées sont exonérées de l'IR.

Deux hypothèses sont donc envisageables :

- la pension de guerre du contribuable est exonérée d'IR car elle rentre dans les champs de l'article 81, 4° du CGI
- la pension de guerre est imposable.

Nous allons privilégier la deuxième hypothèse et déterminer son impôt sur le revenu.

La pension de guerre est imposable dès lors qu'elle constitue un revenu. A ce titre, elle subit un abattement de 10 % applicable quel que soit l'âge du contribuable et même si celui-ci continue à exercer une activité professionnelle.

Le montant de cet abattement comporte :

- un minimum fixé à 346 euros par personne pour l'imposition des revenus 2005
- un plafond fixé à 3.348 euros par foyer fiscal pour l'imposition des revenus 2005

Pension de guerre                      15.000

Abattement de 10 %   - 1.500 (Le plafond de l'abattement n'a pas été dépassé)

Abattement de 20 %   - 2.700

Montant du revenu brut imposable                                      10.800

### **III. CALCUL DE L'IR**

#### **A- les charges déductibles**

Les pensions alimentaires versées à un enfant majeur sont tout à fait déductible du revenu global. Cependant deux restrictions importantes :

- la pension ne doit pas excéder un montant fixé par la loi. Ici elle est fixée à 4.489 euros/ enfant
- elle ne peut être cumulée avec un autre avantage résultant du rattachement de l'enfant au foyer fiscal.

Dans le cas d'espèce, le contribuable verse à son enfant majeur une pension alimentaire de 200 euros par mois soit 2.400 euros.

Il peut donc la déduire dans sa globalité.

$$= 10.800 - 2.400$$

$$= 8.400$$

Le revenu net global est de :                                      8.400 euros

#### **B- le calcul proprement dit**

Nous allons diviser le montant du revenu brut par le nombre de part.

L'hypothèse la plus vraisemblable nous amène à compter 1 part et demi dans le foyer fiscal.

$$= 8.400 / 1,5$$

$$= 5.600$$

Cette somme correspond à la deuxième tranche du barème soit entre 4.412 et 8.677 euros

Le taux d'imposition est de 6,83 %

$$\begin{aligned}\text{Formule de calcul de l'IR : } & (8.400 \times 0,0683) - (301,34 \times 1,5) \\ & = 573.72 - 452.01 \\ & = 121.71\end{aligned}$$

Le montant de l'impôt brut est de : 121,71 euros

### **C- les corrections**

Le montant de l'impôt étant faible, il n'y a pas lieu de procéder à une vérification du plafonnement des effets du quotient familial.

Pour autant, le contribuable bénéficie d'une décote lorsque le montant de son impôt brut est inférieur à 814 euros (revenus de 2005)

Calcul de la décote :

$$\begin{aligned}& = 407 - \frac{121,71}{2} \\ & = 407 - 60,85 \\ & = 346,15\end{aligned}$$

OR le montant de la décote à amputer est supérieur au montant de l'impôt brut.

**Le contribuable n'est pas donc pas imposable. I**

Il ne peut bénéficier d'un droit de récupération fiscale, dénommé prime pour l'emploi, car le contribuable n'exerce pas d'activité professionnelle.

### **IV CALCUL DE L'IR SELON BAREME 2006**

Pension de guerre      15.000  
Abattement de 10 %   - 1.500  
Montant du revenu brut est de 13.500 euros

$$\begin{aligned}\text{Déductions de charge} \\ & = 13.500 - 2.400 \\ & = 11.100\end{aligned}$$

Le revenu net global est de : 11.100 euros

$$\begin{aligned}& 11.100 / 1,5 \\ & = 7.400\end{aligned}$$

7.400 € correspond à la 2<sup>ème</sup> tranche du barème imposable au taux de 5,5 %

$$\begin{aligned}
&= (11.100 \times 0,055) - (303,325 \times 1,5) \\
&= 610,5 - 454,98 \\
&= 155,52
\end{aligned}$$

Le montant de l'impôt brut est de : 155,52 euros

Les corrections

Le montant de l'impôt étant inférieur à 814 euros, il convient d'appliquer une décote  
Calcul de la décote :

$$\begin{aligned}
&= 407 - \frac{155,52}{2} \\
&= 407 - 77,76 \\
&= 309,24
\end{aligned}$$

$$= 155,52 - 309,24$$

Le contribuable n'est pas imposable au titre des revenus perçus en 2006 comme en 2005

### ❖ Exercice n°3

Il est demandé le calcul de l'impôt sur le revenu de Monsieur DURANT au titre des revenus perçus en 2005

#### I le quotient familial

Monsieur Durant est célibataire sans charge de famille.  
 Il bénéficie d'une part au quotient familial

#### II les revenus catégoriels

##### **A/ traitements et salaires**

Monsieur Durand est médecin scolaire et sa rémunération est de 1.800 euros.

Exerçant une profession libérale, les médecins sont imposés sur le revenu au titre des bénéfices non commerciaux.

Pour autant, certains membres sont imposables dans la catégorie des traitements et salaires lorsque les intéressés sont placés en situation de subordination vis-à-vis d'un employeur privé ou public.

Monsieur Durant exerce son activité dans le cadre d'un établissement d'enseignement à priori public et bénéficie d'une rémunération fixe. L'ensemble de ces éléments présume l'existence d'un lien de subordination.

Monsieur Durant reçoit ainsi un traitement de 1.800 euros par mois soit 21.600 euros au titre

de l'année 2005.

### Les frais professionnels :

Les frais professionnels sont inhérents à la fonction ou à l'emploi. Ils sont déductibles du montant brut des rémunérations perçues. La déduction s'opère normalement selon le mode forfaitaire ou réel, en fonction du montant des frais occasionnés.

L'activité professionnelle de Monsieur Durant lui occasionne un certain nombre de frais professionnels :

- des frais de transports soit 30 euros l'aller-retour
- des frais de nourriture soit 5 euros

Compte tenu de ses frais, il convient d'opter pour le régime réel, reste à savoir s'ils sont déductibles

### **1° les frais de transport**

Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail constituent des frais professionnels déductibles sur justificatifs.

Deux hypothèses :

- lorsque la distance entre le domicile et le travail n'excède pas quarante kilomètres, les frais sont intégralement déductibles
- lorsque la distance est supérieure à quarante kilomètres, les frais ne sont déductibles dans leur intégralité que si le salarié fait état de circonstances, liées à l'emploi ou à des contraintes familiales ou sociales, justifiant d'une résidence éloignée. Si aucune circonstance particulière ne justifie l'éloignement, la déduction n'est admise qu'à hauteur des quarante premiers kilomètres.

Monsieur Durant habite à Paris (Ile de France) et exerce son activité professionnelle à Evreux (Haute Normandie). La distance domicile-travail est égale à environ 100 km.

Le contribuable a donc tout intérêt d'une part de justifier l'éloignement de sa résidence par rapport à son activité et d'autre part, produire les pièces justificatives relatives au transport.

Il convient de se concentrer essentiellement sur la nature de son activité à défaut d'autres précisions sur sa situation familiale et sociale. En effet le contribuable est un médecin salarié, détaché auprès d'un établissement d'enseignement scolaire. Son affectation est certainement liée aux nécessités du service public (dans le cas d'un établissement public). Le salarié n'a donc aucune maîtrise de son affectation géographique.

La situation de monsieur Durant mérite donc d'être appréciée au regard de ces circonstances qui lui sont certainement étrangères. Cependant, l'administration fiscale pourra lui opposer un refus de déductibilité des frais de transports. Dans ce cas, la seule déduction admise sera à la hauteur des quarante premiers kilomètres.

Quant au moyen de transport, le contribuable peut opter celui qui lui convient le mieux, à



condition que son choix ne soit pas contraire à une logique élémentaire compte tenu du coût et de la qualité des moyens de transport collectifs desservant son domicile<sup>1</sup>.

Monsieur Durant engage 30 euros de frais de transport quotidiens soit 150 euros par semaine. L'évaluation doit être précise et non théorique ou forfaitaire.

A défaut de précision sur les jours de travail effectifs, on peut comptabiliser l'ensemble des vacances scolaires soit 15 semaines.

$$= 52 - 15$$

$$= 37 \text{ semaines de travail effectif}$$

$$= 30 \times 5$$

$$= 150$$

$$= 37 \times 150$$

$$= 5.550$$

Le contribuable pourra déduire 5.550 euros de frais professionnels au titre du transport

## **2° les frais de nourriture**

Les frais de nourriture constituent en principe des dépenses d'ordre personnel non déductibles. Toutefois les frais supplémentaires de repas pris sur le lieu de travail peuvent être déduits lorsque ses horaires de travail ou l'éloignement de son domicile ne permettent pas à l'intéressé de rentrer chez lui.

Ce montant déductible est égal à la différence entre les dépenses réelles et la valeur des repas pris à domicile, laquelle peut être estimée forfaitairement à 4,10 par repas pour 2005.

Concernant Monsieur Durant, il supporte des frais de nourriture à hauteur de 5 euros par repas auprès d'une cantine scolaire.

En raison de la distance entre le domicile et son activité, il ne peut déjeuner chez lui. L'existence des frais supplémentaires de repas est donc présumée sans besoin de justifier de la fréquentation habituelle du restaurant scolaire.

Calcul :

$$= 5 - 4,10$$

$$= 0,90$$

Montant déductible par repas est de 90 centimes.

$$= 0,9 \times 5 \text{ (nombre de jours travaillés)}$$

$$= 4,5$$

Montant déductible par semaine est de 4,5 euros

$$= 4,5 \times 37 \text{ (nombre de semaine)}$$

$$= 166,5$$

---

1 D.adm.5 F-2542 n°10

Le montant global des frais de nourriture déductible est de 166,5 euros

En conséquence, en regroupant les frais de transport et de nourriture, Monsieur Durant pourra déduire (166,5 + 5.550) **5.716,5** euros de frais professionnels de son revenu brut.

S'il avait opté pour le régime forfaitaire, il aurait bénéficié d'une réduction de 1.800 euros. Le contribuable a donc tout intérêt à opter pour une déduction réelle des frais professionnels.

Traitement	21.600
Déduction réelle des frais	5.716,5
15.883,5	
Abattement 20 %	
3.176,7	
Revenu brut	12.706,8

### **B/ les indemnités maladies**

Les indemnités journalières pour maladie, accident ou maternité, versées aux salariés par les organismes de sécurité sociale sont en principe imposables dans la catégorie des traitements et salaires. Toutefois, sont exonérées les indemnités journalières versées par ces organismes en cas d'accident du travail, maladie professionnelle, longue et coûteuse.

Les indemnités journalières complémentaires de maladie ou d'accident, professionnels ou non, versées par l'employeur ou dans le cadre d'un régime complémentaire obligatoire en sus des indemnités de la sécurité sociale, sont imposables comme des salaires.

En revanche, les indemnités journalières reçues par un salarié en exécution d'un contrat d'assurance ou de prévoyance à adhésion facultative complétant, pour des raisons non professionnelles, le régime légal de protection sociale sont exclus du champ d'application de l'impôt sur le revenu.

Monsieur Dupont est tombé malade pendant la période du 15 septembre au 30 septembre 2005 soit 15 jours. Il faut déduire les jours non travaillés soit 11 jours d'absence.

A ce titre, il a perçu les sommes suivantes :

- indemnités journalières versées par les organismes de sécurité sociale : 40 euros soit  
= 40 x 11  
= 440

Il a donc perçu 440 euros au titre d'indemnités journalières obligatoires

- indemnités journalières complémentaires versées par l'employeur : 40 euros soit 440 euros  
- indemnités journalières reçues en exécution d'un contrat d'assurance à adhésion facultative : 20 euros. Ces dernières ne sont pas imposables.

Calcul :

$$= 440 + 440$$

$$\text{Indemnités} : 880$$

$$\text{Réduction forfaitaire 10 \%} : - 88$$

$$\text{Abattement 20 \%} : - 158,4$$

$$\text{Revenu brut} : 633,6$$

Le montant des indemnités imposables est de 633,6 euros

**LE MONTANT DU REVENUS BRUT IMPOSABLE EST DE : 13.340,4 euros**

$$= 12.706,8 + 633,6$$

$$= 13.340,4$$

### III CALCUL DE L'IR

A- quotient familial

Le contribuable est un célibataire sans ascendant ou descendant à charge. Il bénéficie que d'une part au titre du quotient familial

$$= 13.340,4 / 1$$

$$= 13.340,4$$

B- formule de calcul

Les revenus imposables correspondent à la troisième tranche du barème car compris entre 8.677 et 15.274 euros

La formule de calcul est :

○ Jusqu'à 8.677 euros :

$$= (8.677 \times 0,0683) - (301,34 \times 1)$$

$$= 592,63 - 301,34$$

$$= 291,29$$

○ De 8.677 à 13.340,4 soit 4.663,4

$$= (4.663,4 \times 0,1914) - (1369,48 \times 1)$$

$$= 8.913,3 - 1.369,48$$

$$= 7.534,82$$

Soit un montant d'impôt brut de 7.826,11 euros

Aucune dépense ouvrant droit à un crédit d'impôt n'est précisé. Le montant de l'IR brut est égal à l'IR net.

**Monsieur DURANT devra s'acquitter d'un montant d'impôt net de 7.826,11 euros au titre de l'année 2005**